

**Les premiers pas du président Macron en matière de politique étrangère :   
retour « aux sources gaullo-mitterrandistes » ?**

***Yves DOUTRIAUX,*** *Professeur associé à Paris 1 Panthéon-Sorbonne*

Mercredi 4 octobre 2017 – Université Paris-Dauphine

En s'adressant à la conférence des ambassadeurs du 29 août dernier, Emmanuel Macron a retenu l'indépendance de la France comme l'un des socles de la diplomatie française. Il a ajouté que « *la France, si elle en a la volonté et s'en donne les moyens, conservera une voix originale dans le concert des Nations* » et que « *nous sommes une puissance grande par ses ambitions, ses idéaux et ses espérances et nous devons pleinement l'assumer* ». Mais ces formules, que de Gaulle puis Mitterrand auraient pu prononcer, sont employées en 2017 dans le contexte qui n'est plus celui de la guerre froide ni de l'ordre postérieur à la chute du mur de Berlin. Dans un "ordre international" plus incertain que jamais, je vais tenter d'analyser avec vous les premiers discours du président Macron notamment ce qu’il a dit sur sa « doctrine »  de politique étrangère , sur les relations avec les grandes puissances-Etats, sa politique européenne, au Moyen-Orient ou en Afrique, au regard de celle des deux présidences antérieures de N. Sarkozy puis de F. Hollande.

**Les deux présidences antérieures de 2007 à 2017 :**

Selon le club des vingt - un groupe de 20 membres composé d’anciens ministres des affaires étrangères (R. Dumas et H de Charrette, un temps H. Védrine), d’ambassadeurs de France, d’anciens ambassadeurs et de personnalités diverses telles Régis Debray ou le professeur Badie ou le général Bentegeat, ancien chef d’état-major des armées, ou Rony Brauman, ancien président de MSF, « *de Charles de Gaulle à François Mitterrand la France a été un acteur majeur sur la scène mondiale (…)*»*.* En revanche, visant les deux dernières présidences de Sarkozy et Hollande entre 2007 et 2017,selon ce club*:* « *Quoiqu’il nous plaise de croire ce n’est plus le cas aujourd’hui. Ne soyons pas dupes de nous-mêmes : la voix de la France n’est plus guère écoutée, la France semble avoir perdu l’indépendance et l’intelligence des situations qui lui donnait un rôle à part* » (*Péchés capitaux : les 7 impasses de la diplomatie française*, éditions du Cerf, 2016).

Plus précisément, pour le club des 20, depuis Sarkozy et avec Hollande la France « *a visé à devenir le meilleur élève de la classe atlantique, concurremment avec la servile Grande-Bretagne*» - visant ainsi notamment la réintégration de la France au sein de l’état-major intégré de l’OTAN en 2009 (rappelons ici qu’elle avait failli s’opérer sous le gaulliste Jacques Chirac) ; parallèlement (cf. livre blanc 2013) la France a fait preuve d’une moindre appétence pour une politique de défense autonome européenne (il faut dire que les partenaires européens de la France étaient tout aussi frileux à cet égard). Rappelons ici que la politique étrangère et de sécurité commune – PESD – peut trouver son origine dans les projets Foucher de 1961 et 1962 en faveur d’une Europe des Nations (sommet européen) qui se concerterait sur la sécurité du continent européen et la coopération avec ce qui était alors le bloc de l’est. Au Moyen-Orient, selon notre club, « *sa politique a manqué d’objectifs, est dominée par l’émotion*» - cf. droit d’ingérence en Libye en 2011, M.Kouchner étant le MAE de Sarkozy ; diplomatie des droits de l’homme en Syrie en 2011 avec Juppé puis Fabius conduisant à la rupture sans retour avec Assad - « *sa politique n’est* *pas dominée par les intérêts réels et a perdu sa capacité d’influence*» - l’Europe et la France étant ensuite de ce fait largement marginalisées par la Russie et les puissances régionales que sont devenues l’Iran et la Turquie ainsi que l’Arabie Saoudite voire l’Egypte ou le Qatar. « *La France semble ne plus considérer que l’Afrique soit un enjeu majeur alors que sans d’étroites relations avec elle son poids et sa place ne seront plus les mêmes dans le monde* » (cf. le discours si critiqué de Sarkozy à Dakar en 2007).

**Les sources « gaullo-mitterrandiennes » :**

Vu en 2017, quelles sont ces sources gaullo-mitterrandiennes auxquelles les diplomates, anciens diplomates ou autres experts, tenants « *d’une politique étrangère du rang et de l’indépendance*» se réfèrent ? C. Lequesne, chercheur à Science Po, a publié début 2017 une « *Ethnographie du quai d’Orsay* » qui consacre un chapitre sur la «*carte mentale de l’indépendance et du rang qui marquerait les diplomates ayant occupé des postes importants de De Gaulle à Chirac* ». Après avoir interviewé certains d’entre eux, l’auteur en déduit que la carte mentale de l’indépendance et du rang repose sur la croyance en quatre fondamentaux :

* la quête systématique de l’indépendance à l’égard des Etats-Unis au sein du camp occidental d’où la politique de détente et de coopération avec l’URSS ( l’Europe de l’Atlantique à l’Oural du général de Gaulle), l’établissement de relations diplomatiques avec la Chine de Mao en 1964, la sortie du commandement intégré de l’OTAN en 1967 ou le discours de Phnom-Penh en 1966 par lequel le général a nettement marqué ses distances par rapport à la politique des Etats-Unis au Vietnam – même si – et ce n’est pas contradictoire – de Gaulle a manifesté sa solidarité avec les Etats-Unis lors de la crise de Berlin en 1961 puis la crise des fusées à Cuba en 1962 ;
* après l’indépendance de l’Algérie, une attention portée au monde arabe et plus particulièrement aux régimes laïques y compris lorsqu’ils sont autoritaires. Dans ce contexte, on se souvient notamment de l’embargo à l’endroit d’Israël en 1967, « *peuple sûr de lui et dominateur* » ;
* une conviction que la France doit conserver une relation privilégiée avec ses anciennes colonies en Afrique ;
* une croyance dans la langue française comme outil de l’influence diplomatique (marqueur à relativiser dans la mesure où de Gaulle n’était pas favorable à la création d’une organisation de la francophonie prônée par Senghor et Bourguiba notamment). Mais il y a le discours de Montréal en 1967 sur le « *Québec…libre* » qui a tant choqué le monde anglophone.

Critique du général de Gaulle dans les années soixante, F. Mitterrand au pouvoir a accentué les dimensions gaulliennes pro-arabes et tiers-mondistes (C. Cheysson, R. Dumas) de la politique étrangère de la France (cf. discours de Cancun en 1981). Dans un contexte radicalement différent, il avait invité l’URSS – et non pas les Etats-Unis – à la confédération européenne proposée sans succès en 1990 après l’effondrement du pacte de Varsovie et la réunification allemande. Cette politique a perduré sous Chirac et Villepin ainsi que l’a illustré la position française à l’ONU à l’endroit de la politique de Bush junior en Irak en 2002-2003. 2003 serait l’héritage gaulliste de l’indépendance vis-à-vis des Etats-Unis et a suscité pour la politique de la France un grand courant de sympathie presque partout dans le monde.

Sur les questions européennes, on peut aussi constater une certaine forme de continuité entre la politique gaulliste axée sur l’Europe des nations et des réformes intervenues sous Giscard puis Mitterrand (conseil européen concurrençant la commission européenne, tentatives d’une Europe de la défense…), l’Europe dite « puissance » étant vue comme une sorte de « multiplicateur de puissance » pour une France désormais devenue une « puissance moyenne » (Giscard) au regard des super-puissances (le choix français pour la monnaie unique entre aussi dans ce registre : le Franc ayant été si souvent dévalué – sa souveraineté ne durait alors que quelques minutes – mieux valait avoir un euro plus solide et plus influent dans le monde (un gouverneur français participant au sein du directoire de la BCE). Toutefois à la différence de de Gaulle, ses successeurs ont aussi accepté de donner des gages à la voie fédérale  sous l’influence de l’Allemagne notamment : vote à la majorité qualifiée, rôles de la Commission, du Parlement, de la cour de justice.

**Valeurs occidentales versus indépendance :**

Toutefois « cette carte mentale de l’indépendance et du rang »(C. Lequesne) aurait été contrebalancée depuis les années 90 et 2000 par une vision du monde plus « *occidentaliste*» axée sur la lutte contre la prolifération nucléaire aux côtés des Etats-Unis (Iran notamment) ou la défense des « *valeurs occidentales*»,les droits de l’homme ( thème de « l’ingérence humanitaire » vulgarisé par B.Kouchner devenu « devoir de protéger »  lors du sommet de l’ONU en 2005 puis mis en pratique par une résolution du CS ONU pour protéger les rebelles de Benghazi en Libye en 2011 contre les bombardements de Kadhafi. On sait d’ailleurs que le devoir de protéger a abouti en l’occurrence à un *regime change* imprévu par les résolutions du CS vivement reproché ensuite par la Russie qui en a pris argument pour s’opposer à toute sanction de l’ONU contre le régime de Bachar El Assad et qui n’a pas été favorable au final aux intérêts de la France et de l’Europe ni à ceux de la population libyenne qu’on prétendait protéger.

En ce sens cette vision « occidentaliste » du monde pourrait être rapprochée de celle des néoconservateurs américains (Robert Kagan) très influents sous la présidence Bush junior – voyez l’invasion de l’Irak en 2003 et *regime change* à Bagdad – même si l’histoire des néoconservateurs est spécifique (venus de la gauche américaine à la suite des effets délétères de la guerre du Vietnam et du Watergate). Ainsi selon C. Lequesne on aurait commencé à évoquer dans les notes du quai d’Orsay « *la famille occidentale*» termes évités jusque-là, préférant le terme plus neutre « *d’allié occidental*».

Pour les tenants de « la carte mentale occidentaliste », la politique étrangère de la France ne devrait plus se démarquer par principe de celle des Etats-Unis et l’opposition anti-américaine de principe aurait entaché la crédibilité internationale de la France, sachant qu’il ne peut y avoir d’opération militaire d’ampleur à l’extérieur sans les Américains (cf. en Libye la politique affichée par Obama du « *leading from behind* », le soutien logistique américain notamment en termes de renseignement au Mali, etc.). D’où la réintégration de la France dans le commandement intégré de l’OTAN en 2009 déjà tentée sans succès, il est vrai, sous Chirac le gaulliste. Aujourd’hui, question de génération, plusieurs postes d’importance au Quai d’Orsay seraient occupés par des tenants de la carte occidentaliste désignés sous Sarkozy ou Hollande. La défense des « *valeurs occidentales* » serait privilégiée au regard de celle d’intérêts strictement politiques ou économiques de la France ; d’où par exemple le soutien aux « démocrates » libyens puis syriens dès 2011 sous Juppé puis Fabius – alors même que les révolutions arabes de 2011 n’avaient pas été anticipées, sans doute pour compenser les hésitations premières. Or les intérêts de la France ont été affectés par notre politique dans ces deux pays puisque nous sommes aujourd’hui victimes avec l’Europe toute entière de l’anarchie en Libye (trafic d’êtres humains, migrations clandestines, terrorisme…) tandis que la voix de la France et de l’Europe est devenue inaudible en Syrie, les pourparlers ayant été pris en mains par la Russie, la Turquie, l’Iran et les Etats-Unis (format dit d’Astana).

C’est dans ce contexte qu’il y a lieu de comprendre les critiques récurrentes déjà évoquées du club des vingt à l’encontre des politiques étrangères suivies depuis 2007 sous les présidences Sarkozy puis Hollande. Dans une lettre de février dernier portant des recommandations destinée au futur Président de la République, le club des 20 estimait que « *pendant les quinquennats de MM. SARKOZY et HOLLANDE, la France a été de moins en moins écoutée, tandis qu’elle perdait l’intelligence des situations qui était l’une de ses caractéristiques majeures ». Pour que « la France retrouve rapidement sa place et son rôle, il paraît éminemment souhaitable qu’elle revienne aux principes de base qui étaient ceux de sa politique étrangère. Il importerait que le nouveau Président de la République, quel qu’il soit, marquât dès le début les grandes orientations d’une nouvelle politique française concernant les Etats-Unis, la Russie, l’Allemagne, l’Europe, le Moyen-Orient, l’Afrique et les pays émergents d’Asie et d’Amérique latine, ces derniers ne devant plus constituer un domaine secondaire pour notre diplomatie* ».

Nous y sommes. Les « grandes orientations » viennent d’être annoncées par le Président Macron ? Il est encore tôt pour tenir des propos définitifs sur la politique étrangère qu’il mettra en œuvre, sachant que le thème de la politique étrangère a été relativement peu évoqué dans sa campagne électorale pendant laquelle il a surtout mis l’accent sur les réformes économiques et sociales ainsi que sur l’Europe et la relation franco-allemande, lesquelles sont d’ailleurs devenues davantage des thèmes de politique intérieure (productivité des entreprises, lutte contre le dumping fiscal et social, évolution de la zone euro, critères de Maastricht…).

Toutefois à la fin de la campagne présidentielle E.Macron avait confié au site Mediapart qu’il s'inscrivait dans la "filiation française gaullo-mitterrandienne" ou "chiraquienne", et a revendiqué une proximité sur ce point avec l'ancien ministre des Affaires étrangères de Jacques Chirac, Dominique de Villepin:

« *Sur la doctrine d'emploi (des forces à l’extérieur), mon désaccord avec les dix dernières années est que je crois qu'on a un peu cédé à la tendance néoconservatrice avec des interventions parfois malheureuses. Je pense à la Libye, mais pas que… Je souhaite revenir à une filiation française que je qualifierais plutôt de gaullo-mitterrandienne ou de chiraquienne* ».

**Les grandes orientations ou la doctrine : indépendance et souveraineté**

Mais désormais grâce aux trois discours destinés aux ambassadeurs, puis à l’AGONU et enfin aux étudiants de la Sorbonne sur « l’Europe souveraine », nous connaissons les « grandes orientations » du nouveau président.

Revenons au discours du 29 août devant la conférence annuelle des ambassadeurs et tentons de comparer certains mots employés au regard des discours de Sarkozy en 2007 et de Hollande en 2012 dès lors que le premier discours aux ambassadeurs peut être regardé comme un discours de doctrine sur la politique étrangère qui sera conduite pendant le nouveau quinquennat et sur « la vision du monde » proposée par le président de la République. Nous dirons aussi quelques mots sur ses interventions à l’AGONU le 19 septembre puis à la Sorbonne le 26 septembre sur l’Europe souveraine.

D’abord sur le concept **d’indépendance de la France** :

Selon son allocution aux ambassadeurs, l’indépendance – citée 5 fois – est pour Macron **« un socle »** de la diplomatie de la France. Il précise que cette indépendance «***impose de revisiter les termes de la souveraineté y compris européenne***», que «*l’indépendance sans arrogance mais assumée*» n’est pas « *un splendide isolement*» mais implique de«*manœuvrer par nous-mêmes selon nos intérêts (nouer des alliances, être mobiles et autonomes, jouer pleinement le jeu multilatéral, construire des alliances opportunistes de circonstance pour être plus efficaces)*» *(*cf. par exemple proposition d’un groupe de contact du P5 et de toutes les parties prenantes pour une feuille de route inclusive en Syrie, ou la réunion en juillet à la Celle-Saint-Cloud avec les parties libyennes ou le soutien apporté à la force conjointe du G5 au Sahel). De ce point de vue, le club des 20 qui appelait en février à ce que « *l’indépendance nationale  fonde la politique étrangère qui est affaire de souveraineté* » ne peut que se féliciter, au moins s’agissant de la doctrine.

Ici on ne peut que se référer aux propos du général de Gaulle : par exemple dans une allocution du 10 août 1967 – alors qu’il était attaqué par toutes les forces d’opposition sur l’attitude de la France à l’égard des conflits du Vietnam (discours de Phnom Penh en 1966) et du Proche-Orient (embargo sur les ventes d’armes, déclaration sur le peuple juif« *sûr de lui et dominateur*»), sur le retrait des forces françaises de l’OTAN, le discours de Montréal de juillet 1967 sur le Québec libre : « *étant donné l’état d’un monde bouleversé et dangereux* – déjà ce qui prouve que de ce point rien ne change vraiment, n’en déplaise à ceux qui parfois regrettent la guerre froide et l’équilibre bipolaire d’avant 1989 ! – c*ompte tenu des capacités inouïes de destruction des armes nucléaires, rien ne nous importe autant que de refaire grâce à la paix notre influence et notre puissance. Voilà pourquoi si puissante que soit l’attraction de l’Amérique sur les Européens nous travaillons à déterminer la communauté des six à devenir de son côté et pour son compte une réalité politique et un élément essentiel de l’équilibre pacifique du monde (…), nous remplaçons la dangereuse tension d’hier avec l’Europe de l’est par de cordiales et fructueuses relations, nous condamnons de la part de n’importe quel Etat toute intervention sur le territoire armé sur le territoire des autres* (Vietnam, Israël) *parce que, une fois allumé, l’incendie risque de s’étendre au loin. Cependant* ***pour que la France ait prise sur la paix il lui faut l’indépendance*** *(…). En se retirant de l’OTAN la France s’est dégagée de la sujétion. Ainsi ne se trouverait-elle entrainée dans aucune querelle qui ne serait pas la sienne, ainsi est-elle en mesure de pratiquer d’un bout à l’autre de l’Europe l’entente et la coopération ; ainsi peut-elle soutenir, suivant sa vocation, le droit de chaque peuple à disposer de lui-même, condition impérative de la concorde internationale, base indispensable d’une réelle organisation de la paix*».

De même pour Macron, la sécurité, « *qui est la priorité de la politique de la France* » qu’il annonce aux ambassadeurs, « ***la sécurité est le socle de l’indépendance*** ». Comme de Gaulle il établit un lien entre la paix et la sécurité – des Français et aussi dans le monde – et l’indépendance de la France. « ***L’indépendance permet de faire entendre la voix de la France, d’influencer le cours du monde au lieu d’en être l’otage, de ne pas être l’obligée des hyper-puissances mais leur interlocuteur*** » (hyper-puissance, terme repris de Védrine qui n’en désignait qu’une seule en 2000). Toutefois, et c’est une grande différence avec de Gaulle, Macron ajoute que « *le multilatéralisme est un instrument de notre indépendance* » car « *cette indépendance exige d’être portée collectivement quand les enjeux excèdent le cadre national*». De ce point de vue, le monde a bien changé : pendant les années soixante, la guerre froide avait durablement paralysé le conseil de sécurité de l’ONU depuis la guerre de Corée, permettant au général de le qualifier de« *machin* » d’autant que la France avait été souvent critiquée à New-York pendant la guerre d’Algérie et que l’ONU avait déployé au Congo ex-belge des forces de maintien de la paix en dépit des réticences françaises. En revanche, le monde du XXIe siècle tend vers la multipolarité et se cherche une sorte d’embryon de « gouvernance mondiale » à partir des organisations internationales créées au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Evidemment, depuis la fin de la guerre froide qui a permis au CS ONU de redevenir un centre de décision dans les années 1990 – même si depuis le milieu des années 2000 l’absence de consensus entre la Russie et le P3 a conduit à la multiplication des vetos russes et chinois – la France considère que le CS, où elle détient un siège de membre permanent, doit être un organe central de résolution des conflits et de réduction des tensions.

Avec « l’indépendance », Macron emploie aussi le mot « puissance » : « *mettre la France en situation de ressaisir son destin dans la marche du monde, d’assumer l’ambition d’être une grande puissance qui pèse et compte dans un monde multilatéral et pour cela de reconquérir les leviers de la puissance*» (économie, compétitivité…). Répondant implicitement à Giscard qui avait qualifié la France de *puissance moyenne*, « *En ce sens nous sommes une puissance grande par ses ambitions et ses idéaux et nous devons pleinement l’assumer* ».

En revanche, le discours de Sarkozy de 2007 devant les ambassadeurs fait l’impasse totale sur l’indépendance jamais citée. Si, comme Macron en 2017, Sarkozy en 2007 avait insisté sur la sécurité des Français et notamment les risques induits de «*la confrontation entre l’Islam et l’occident*» répétés à 5 reprises par Sarkozy (cf. Samuel Huntington et *Le Choc des civilisations*), pour sa part Macron a évoqué à 4 reprises gravement « *le terrorisme islamiste* » et décrit les politiques qu’il entend suivre contre Daesh en Syrie, en Libye, dans le Sahel, contre le financement du terrorisme. Macron n’oppose pas ce « *terrorisme islamiste* » à « *L’Occident*», terme qu’il n’emploie à aucun moment – sauf une fois sur les droits de l’homme mais pour dire qu’ils ne sont pas seulement *des valeurs occidentales mais sont universels* - ce qui est une grande différence avec Sarkozy et est finalement assez juste dans la mesure où le terrorisme islamiste tue bien davantage dans le monde musulman qu’en Europe ou aux Etats-Unis.

Certes, le discours de Hollande de 2012 évoque « *l’indépendance de la France qui la rend précieuse au monde »* mais il n’en fait pas comme Macron « un socle » d’un axe de la diplomatie française.

**Une « *Europe souveraine* » et les relations franco-allemandes :**

Autre différence avec de Gaulle, Macron associe la puissance et la souveraineté avec l’Europe : «*le lieu où construire les outils de notre puissance et apporter les justes réponses aux défis, le lieu de notre souveraineté aujourd’hui c’est l’Europe* ». A la Sorbonne, Macron prononce un discours pour « *une Europe souveraine, unie et démocratique* *: l’Europe seule peut assurer la souveraineté réelle c'est-à-dire notre capacité à exister dans le monde actuel pour y défendre nos valeurs et nos intérêts* ».

Le général n’aurait pas employé ces mots même s’ *« il n’y a pas d’autre voie pour assurer la sauvegarde de l’ancien continent* – et justifier l’alliance atlantique disait-il alors en 1964 – *que l’organisation d’une Europe qui soit elle-même notamment pour se défendre* (22 novembre 1964, 20e anniversaire de la libération de Strasbourg).Or « *l’Europe européenne existant par elle-même et pour elle-même* *ayant sa propre politique*» de de Gaulle (conférence de presse 23 juillet 1964) ne peut se faire qu’à partir « *des gouvernements des Nations seuls capables et responsables*». D’où les plans Fouchet précités fondés sur le maintien de la souveraineté des Etats. Pas de contradiction cependant avec de Gaulle sur le thème de l’Europe de la défense même si le contexte est aujourd’hui bien différent dans la mesure où, même si la réalité de la PESD reste très limitée, elle a au moins le mérite d’exister – ce qui n’a jamais été possible sous de Gaulle, c’était trop tôt – face aux multiples menaces autour de l’Europe et au détachement que semblent prôner les Etats-Unis de Trump (obsolescence de l’OTAN ?).

Depuis de Gaulle et le traité de l’Elysée de 1963 – mais on sait que ce traité du fait du Bundestag n’a pas été appliqué comme de Gaulle l’aurait voulu – puis Mitterrand (cf. lettre Mitterrand-Kohl sur l’UEM et l’Union politique en 1990) – c’est avec l’Allemagne qu’on tente d’entrainer l’Europe. Mais Hollande avait d’abord tenté en 2012 de « réorienter l’Europe » vers la cohésion sociale plutôt avec l’Italie qu’avec l’Allemagne. Revenant à la voie classique depuis de Gaulle, pour Macron, c’est avec l’Allemagne que l’on peut « *convaincre l’ensemble des partenaires européens* » sur «*l’agenda de protection au cœur de la souveraineté européenne afin que les Européens soient protégés du cours du monde* » (ambassadeurs) : protection des travailleurs, Europe de la défense, renforcement de l’UEM, maitrise des frontières, numérique… Le résultat des pourparlers entre Mme Merkel et ses futurs partenaires de la coalition permettra de délimiter les pourtours de futures propositions franco-allemandes destinées aux 25 autres Etats membres de l’après Brexit. Evidemment la proposition faite à la Sorbonne de consacrer 50% de l’effectif du Parlement à des listes transnationales n’appartient certainement pas aux sources gaullistes qui d’ailleurs n’accordaient que peu d’importance à ce qui était alors l’assemblée parlementaire européenne !

**Les relations avec les Etats-Unis et l’OTAN :**

Les relations avec les Etats-Unis représentent l’un des points de friction entre les cartes mentales évoquées plus haut :

Pas un mot dans le discours de Macron aux ambassadeurs sur les relations de la France avec les Etats-Unis – invités cependant pour la première fois au défilé du 14 juillet pour le 100e anniversaire de l’entrée en guerre des Etats-Unis en 1917 – mais plutôt des critiques voilées (choix américain en faveur de l’Arabie saoudite contre l’Iran, menace de dénonciation de l’accord nucléaire avec l’Iran, initiative française *make planet earth great again* en réponse à la décision américaine de sortir de l’accord de Paris sur le climat ).

Sarkozy en revanche avait dit aux ambassadeurs en 2007 – il s’agissait encore des EU de Bush junior – qu’il «*est de ceux qui pensent que l’amitié entre les EU et la France est aussi importante aujourd’hui qu’elle ne l’a été au cours des 2 siècles passés. Alliés ne veut pas dire alignés et je me sens libre d’exprimer nos accords comme nos désaccords sans complaisance ni tabou*». Sur l’OTAN : « *cette alliance atlantique, faut-il le rappeler est la nôtre : nous l’avons fondée ; nous en sommes l’un des principaux contributeurs*».«*Opposer l’Union européenne à l’OTAN n’a pas de sens : nous avons besoin des deux* ». Et d’annoncer la rénovation de l’OTAN et de sa relation avec la France.

Sur l’OTAN, Macron est moins disert puisqu’il se borne à dire que « *l’OTAN garde en ces situations toute son utilité (allusion au Donbass) et que le sommet organisé en 2018 sera à ce titre l’occasion de réfléchir aux moyens de donner un nouveau souffle à cette institution* ». Il faut dire ici que l’avènement du président Trump change un peu la donne en ce qui concerne l’OTAN puisque pendant la campagne électorale celui-ci avait soutenu – avant de se déjuger au moins en apparence sous l’influence de « ses généraux » – que cette organisation était « obsolète », ce qui avait beaucoup inquiété les Européens les plus « atlantistes ».

Quant à Hollande, « *alliance oui nous en avons une avec les EU et cette relation aujourd’hui est marquée par la confiance. J’ai pu constater avec le président Obama l’importance de nos convergences sur les grandes questions internationales, sur la crise économique, sur l’impératif de croissance. Je souhaite que la qualité de la relation entre la France et les EU se prolonge encore ces prochaines années* ». Il a rappelé « *l’engagement de la France dans l’alliance atlantique* » même s’il a « *exprimé ses réserves notamment sur la défense anti-missiles*» et a demandé à H. Védrine de dresser le bilan de ce que la réintégration dans le commandement militaire a réellement apporté à nos objectifs et à l’Europe de la défense.

Ainsi avec Macron, il n’est plus besoin d’être disert sur les Etats-Unis ni d’ailleurs sur l’OTAN, puisque l’essentiel – au moins dans les discours – est l’Europe de la défense**, «***une force commune d’intervention, un budget de défense commun, une doctrine commune pour agir*»**(Sorbonne).**

A rapprocher avec le vœu du club des 20 selon lequel « *il serait d’autant plus inopportun de continuer de pratiquer à l’égard des Etats-Unis le suivisme de MM SARKOZY et HOLLANDE. Il faut en revenir à une politique d’alliance dans l’indépendance. Face à la nouvelle administration américaine, encore assez imprévisible, la France devra faire preuve de pragmatisme, l’Amérique étant toujours la première de ses préoccupations étant peu concernée par le destin du reste du monde. La France et l’Europe devront donc prendre en mains davantage encore leurs propres intérêts économiques, politiques et de défense*».

**Dialoguer avec tous : *nouer des alliances, être mobiles et autonomes, jouer pleinement le jeu multilatéral, construire des alliances opportunistes de circonstance* (discours aux ambassadeurs) :**

Pour De Gaulle « *la France cherche la paix partout en étant en rapport avec tout le monde. Il n’y a aucune espèce de raison pour que nous excluons d’avoir de bons rapports avec ceux-ci plutôt que ceux-là* » (avec Michel Droit 14 décembre 1965). « *Les Américains, tout puissants qu’ils sont, ne sont pas en bons termes avec tout le monde », les Anglais non plus, la Russie soviétique ce n’est pas certain. Nous sommes le peuple fait pour aider la coopération internationale*». « *Il n’y a que la France qui puisse jouer ce jeu-là* ».

Macron y fait écho en relevant que « *la France si elle en a la volonté conservera toujours une voix originale dans le concert des nations aspirant à un ordre multipolaire, soucieuse de résoudre toutes les crises* ». Aussi veut-il « *nouer des alliances, être mobiles et autonomes, jouer pleinement le jeu multilatéral, construire des alliances opportunistes de circonstance*».

Parler avec tous, avec la Russie : invitation à Versailles dès le 30 mai dernier pour inaugurer une exposition sur Pierre Le Grand. Avec la Russie, « *nous ne saurions ménager nos efforts pour maintenir le dialogue pour résoudre la crise avec l’Ukraine et tous les conflits gelés en Europe*», la question syrienne « *sans recouvrir d’un voile pudique la question des droits de l’homme*». « *Aucun des enjeux essentiels de notre temps ne peut trouver de solution sans un dialogue profond avec la Russie* ».

Parler avec la Chine « *partenaire indispensable pour une action ambitieuse pour le climat », « construire avec la Chine une relation solide tant qu’elle contribuera à la stabilité des équilibres internationaux mais en ne laissant aucune ambigüité planer*  ».

Lointaine filiation avec de Gaulle qui avait établi « l’entente et la coopération » avec la Russie soviétique et noué en 1964 le premier en occident des relations diplomatiques avec la Chine de Mao. Mais en 2017, contrairement aux années 1960, on ne peut plus faire l’impasse sur les droits de l’homme. Selon Macron « *les droits de l’homme ne sont pas seulement des valeurs occidentales* – pour une fois l’adjectif occidental est retenu mais d’une manière négative – *ce sont des principes universels*».

Sans dire un mot de ce qu’il voulait faire avec Pékin et Moscou, Sarkozy relevait, ce qui n’était pas faux, que « *la Chine avait transformé sa quête insatiable de matières premières en stratégie de contrôle notamment en Afrique*» et que «*la Russie imposait son retour sur la scène mondiale en jouant avec une certaine brutalité de ses atouts gaziers et pétroliers* ». Ce qui n’a pas empêché Sarkozy d’interrompre à raison ses vacances en 2008 pour se rendre à Moscou puis Tbilissi pour obtenir un cessez-le-feu qui a sans doute sauvé la tête du président Georgien mais n’a pu cependant rétablir l’intégrité territoriale de ce pays. Plus diplomate, Hollande a dit qu’il souhaitait établir avec la Chine « *une relation franche sur tous les sujets politiques y compris les plus sensibles*» et qu’il fallait « *s’appuyer sur le lien historique, économique et culturel avec la Russie pour clarifier ce que nous avons à lui dire et rechercher ensemble les solutions aux crises internationales sans masquer les désaccords, notamment sur les droits de l’homme* ».

Le club des 20 avait vivement critiqué l’absence de la France le 9 mai 2015 à Moscou pour le 70e anniversaire de la fin de la deuxième guerre mondiale en Europe puis les propos tenus à l’automne 2016 par Hollande qui avaient conduit Poutine à renoncer à sa visite à Paris pour inaugurer la nouvelle cathédrale orthodoxe.

**Le Moyen-Orient :**

* les relations avec Israël :

Sarkozy : « *j’ai la réputation d’être un ami d’Israël et c’est vrai* ».Il ajoute que les dirigeants arabes savent aussi ses sentiments d’amitié et de respect envers leurs peuples, ce qui l’autorise à dire aux dirigeants israéliens et palestiniens que la France est prête à prendre ou soutenir toute initiative. Et de craindre la constitution d’un hamastan, première étape d’une prise de contrôle de tous les territoires palestiniens par les islamistes radicaux. Hollande, plus sobre, recommande aux autorités israéliennes de reprendre le chemin des négociations, les Palestiniens ayant levé nombre de leurs préalables. Quant à Macron il a choisi significativement de ne pas dire un mot à l’ONU sur Israël et les Palestiniens, conscient du blocage total du dossier, si bien que le rappel de la mantra habituelle – réitérée devant les ambassadeurs – de deux Etats vivant côte à côte dans la paix et des frontières reconnues n’y changerait rien.

* sur le nucléaire iranien (sujet sensible pour les « néoconservateurs ») :

Les trois présidents en ont évidemment parlé mais le contexte a singulièrement évolué : pour Sarkozy : dialogue sans complaisance avec l’Iran, sanctions croissantes ou ouverture si l’Iran fait le choix de respecter ses obligations. Il faut échapper à une alternative catastrophique avec une formule qui avait fait mouche à l’époque : « *la bombe iranienne ou le bombardement de l’Iran* ». Termes très proches employés par Hollande. Mais pour Macron dans un contexte tout à fait différent depuis l’intervention de l’accord du 14 juillet 2015, il en souhaite le respect strict, marque une fermeté implacable sur son application, le cadre de cet accord « étant le bon » – une autre différence implicite avec Trump, « *le dénoncer serait une lourde erreur* » (ONU) – un accord qui peut être complété par un travail indispensable sur l’utilisation de missiles balistiques.

* sur la Syrie :

Le club des 20 a vivement critiqué les politiques suivies sous les deux anciens présidents qui ont fait, depuis le début du conflit syrien, « *de l’éviction de Bachar El-ASSAD le préalable de tout règlement*» ; «*ainsi la France ne peut guère avoir d’influence dans la recherche d’une solution*». Dans son appel au futur président, le club souhaitait que «*notre pays retrouve un rôle en engageant sans délai un dialogue avec tous les pays de la région, en particulier pour éviter que ne s’aggrave l’opposition entre l’Arabie Saoudite et l’Iran* ». Certes le contexte a changé puisque l’aide de la Russie et de l’Iran a permis à Assad de consolider son assise ; force est de tenir compte du cours de la guerre, de la force des choses disait le général. D’où l’appel de Macron à un groupe de contact avec toutes les parties prenantes, sous-entendu avec Assad, sous réserve de la ligne rouge sur l’emploi d’armes chimiques, qui avaient été les lignes rouges d’Obama et d’Hollande.

**L’Afrique :**

C’est un autre marqueur. De Gaulle avait établi la politique d’aide et de coopération avec les anciennes colonies devenues indépendantes. Mitterrand avait tenté dans un premier temps avant d’y renoncer de mettre fin à la Françafrique. Pour Sarkozy, « *l’Afrique restera une priorité essentielle de la politique étrangère*»(on sait que son discours de Dakar en 2007 a été plutôt mal interprété par les Africains). Hollande dit qu’il veut «*établir une nouvelle donne* » avec le continent africain mais « *la politique doit être différente du passé, fondée sur la transparence des relations commerciales*»(allusion à la corruption de la Françafrique). Il sera le président des opérations extérieures d’abord au Mali en 2013 puis en Centrafrique, dont on a vu qu’elles avaient été critiquées par Macron dans Mediapart avant son élection. Mais il ne visait pas là le Mali mais plutôt sans doute les opérations en Libye de Sarkozy.

A ce stade Macron a peu parlé – dans les trois discours analysés – de l’Afrique si ce n’est de la lutte contre le terrorisme au Sahel et de la question migratoire ou de la politique d’aide au développement (à l’ONU il a réitéré l’objectif jamais atteint d’y consacrer 0,55% du PIB) assortie de mentions sur l’éducation et la santé.

**La langue française :**

Pas un mot dans le discours de Sarkozy sur la francophonie. Pour Hollande « *notre langue et notre culture sont des atouts ; je vous demande* – aux ambassadeurs – *dans votre action quotidienne de ne jamais oublier que la promotion de la langue, de la création française c’est l’affirmation d’une vision du monde qui fait place à toutes les cultures* ».

Mais pour Macron (devant les ambassadeurs) pas moins de six paragraphes sur son souhait que « *la langue française retrouve sa place. Nous nous abritons derrière de grands chiffres – 300 millions de locuteurs – avec des projections très optimistes*». La francophonie est « *une chance formidable portée sur tous les continents, au cœur du combat de la défense de nos valeurs, de la défense des biens communs*» (la planète, la paix, la justice et les libertés). « *Ceux qui pensent qu’on pourrait négliger la francophonie comme un accessoire se trompent, c’est un atout de cette attractivité, de cette influence et de notre capacité à porter partout notre message*».

**Conclusions**

Les sources gaullistes sont bien présentes dans la « doctrine Macron » : indépendance, parler avec tout le monde, contribution à la paix mondiale par la voix originale de la France, langue française, etc. Mais le contexte a bien changé même s’il n’est pas fondamentalement différent puisque le monde est toujours aussi dangereux quand bien même la France est confrontée à des menaces imprévues dans les années soixante et puisque nous sommes passés d’un monde bipolaire à un monde multipolaire ou a-polaire.

Aujourd’hui à la différence des années soixante, le multilatéralisme et l’Europe sont vus comme des « multiplicateurs » de puissance pour Macron et ses prédécesseurs immédiats. C’est un cocktail inédit et avouons-le séduisant qui nous est proposé : sources gaulliennes et multilatéralisme et souveraineté européenne. On verra ce qui en adviendra, compte tenu, comme dirait le général, de la force des choses…